

## Comité permanent des finances (FINA)

### Consultations prébudgétaires 2012

## Jeffrey Newman

### Réponses

#### 1. Reprise économique et croissance

*Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?*

Investir de façon ciblée pour assurer l'avenir de nos citoyens, de notre territoire et de nos infrastructures – qualité et disponibilité de l'éducation, surtout dans le cas des Premières Nations – Renforcer l'unité et la compréhension entre les citoyens, en finançant en particulier la SRC. Technologies futuristes– Remplacer les carburants fossiles par d'autres formes d'énergie – Mettre l'accent sur la médecine préventive et la promotion de la santé, entre autres, les aspects diététiques et la nutrition. À condition d'être bien appliqués, ces moyens d'action permettront d'améliorer considérablement la situation financière de notre pays à court et à moyen terme. Une politique à court terme aurait simplement pour effet de dilapider nos acquis sans pour autant amener l'émergence de nouvelles stratégies.

#### 2. Création d'emplois

*Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?*

En l'occurrence, il faudrait investir dans la création d'emplois pour mettre en place les mesures décrites ci-haut : financement, soutien et subventions pour créer des emplois en éducation; aide financière à la SRC; solutions énergétiques alternatives; médecine préventive/promotion de la santé. Ainsi, la création d'emplois et la reprise économique s'inséreront dans une solution globale intégrée et favoriseront probablement un sentiment d'unité/un esprit d'équipe accru par rapport à notre expérience en tant que nation.

#### 3. Changement démographique

*Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?*

Investir des sommes importantes afin que les normes d'éducation pour les Premières Nations concordent avec celles observées dans l'ensemble du pays. Revenir sur la décision de reporter à 67 ans l'âge auquel s'appliquent les prestations de sécurité de la vieillesse. L'État a assez d'argent pour les verser à partir de 65 ans. De toute manière, d'ici à ce que le changement prévu prenne effet, cela ne ferait guère de différence. Traiter dès le départ les réfugiés avec compassion et générosité, afin que ceux autorisés à demeurer au Canada deviennent des citoyens loyaux et d'ardents partisans de notre pays. Restaurer la confiance envers notre système d'immigration en investissant de manière à mieux former le personnel et à rationaliser les procédures. Si nous voulons que les meilleurs candidats s'établissent chez nous, il ne suffit pas d'annuler une liste d'attente. Cela nous priverait de certains des meilleurs candidats au profit d'autres pays ayant des besoins démographiques semblables.

#### **4. Productivité**

*Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?*

- Fonds pour améliorer le recrutement en ligne dans le secteur de l'immigration. – Service d'approbation visant à éviter une nouvelle rupture. – Investissements dans l'éducation. – Bourses d'études. – Formule de mentorat quand le travail s'y prête, pour que de futurs retraités puissent travailler aux côtés des nouveaux employés, en les initiant à leurs fonctions et en leur montrant ce qu'est un comportement professionnel à maturité.

-Appuyer les recherches sur les technologies de pointe qui nous mèneront à une planète et à une humanité tendant vers le futur. Nos compétences actuelles et les connaissances connexes aideront le Canada et feront en sorte que nos contributions soient exportables dans d'autres pays. Dans l'intervalle, nous pourrions ralentir la vente excessivement rapide de nos ressources en l'étalant sur une période prolongée, de manière à en obtenir un prix passablement plus élevé. Cela nous laissera aussi le temps de financer et de favoriser des solutions à valeur ajoutée.

#### **5. Autres défis**

*On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?*

- Premières Nations : éducation, logement et approche respectueuse. Donner l'exemple au reste du monde et assurer la fierté de notre nation. (Voir les commentaires précédents sur les retombées économiques de ces mesures.) – Petites entreprises. Mobiliser des experts pour trouver des façons d'aider les petites entreprises, qui contribuent beaucoup à notre économie. – Pauvreté chez les enfants. On en a beaucoup parlé, mais il n'y a pas eu de changement réel au fil des années. Tant que certains de nos enfants seront mal nourris, le Canada demeurera un pays de seconde classe. Il faudrait immédiatement instaurer un programme de distribution de petits déjeuners sains, surtout parmi les groupes les plus pauvres, une mesure susceptible d'améliorer d'emblée l'apprentissage; agir à partir de là. – Cultivateurs. De plus en plus, les terres et les moyens de production alimentaire appartiennent à des grandes entreprises et à des spéculateurs. Appuyer la production locale d'aliments et les habitants des localités visées afin que notre pays devienne plus fort et plus sain. Remarque : Les traités économiques internationaux profitent rarement de manière concrète à nos cultivateurs. Habituellement, cela se traduit par une concurrence plus forte de la part de pays qui versent des subventions cachées, où la main-d'œuvre est moins chère et où la période de croissance végétale est plus longue.